

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AMR 41/070/2007 (Public)

Bulletin n° : 235

ÉFAI

6 décembre 2007

## **Mexique. Plus d'un an pour reconnaître l'innocence de Diego Arcos Meneses**

Amnesty International se réjouit de la libération de Diego Arcos Meneses, qui a été remis en liberté le 4 décembre 2007 par les autorités de l'État du Chiapas. Il a passé plus d'un an en détention sur la base d'éléments qui n'étaient pas dignes de foi, voire fabriqués de toute pièce.

L'organisation salue la décision du ministre de la Justice de l'État du Chiapas de classer l'affaire et de reconnaître au final l'absence d'éléments prouvant que Diego Arcos était impliqué dans la mort de quatre personnes, tuées dans la communauté de Viejo Velasco (municipalité d'Ocosingo) le 13 novembre 2006.

Il apparaît que ni la police, ni le ministère public, ni le pouvoir judiciaire de l'État n'ont agi dans le respect de la procédure lors de l'enquête menée sur l'attaque perpétrée contre la communauté de Viejo Velasco, qui s'est soldée par la mort de quatre personnes, la disparition de quatre autres et l'expulsion violente de leur foyer de dizaines de membres de la communauté.

Le cas de Diego Arcos, détenu durant plus an sans preuves, est révélateur d'une situation dans laquelle de nombreuses personnes, en particulier parmi les populations démunies et indigènes, peuvent être soumises à des procès injustes conduits selon des procédures inéquitables, au mépris des garanties prévues par la loi.

Il faut maintenant non seulement réparer les préjudices causés à Diego Arcos et à sa famille, mais aussi faire en sorte que tous les fonctionnaires qui ont joué un rôle dans les procédures menées contre lui rendent compte de leurs actes. Amnesty International demande aux autorités de l'État du Chiapas de lancer une nouvelle enquête, impartiale et efficace, sur les événements du 13 novembre 2006, de manière à pouvoir traduire en justice les responsables présumés des assassinats et de connaître le sort des personnes « disparues ». Il est également impératif de réexaminer le bien-fondé des procédures judiciaires ouvertes contre les habitants de Viejo Velasco qui ont manifestement été accusés sur la base de l'enquête entachée d'irrégularités.

Il apparaît clairement aussi que le conflit et les tensions qui sont à l'origine de l'attaque contre la communauté de Viejo Velasco demeurent d'actualité dans plusieurs zones du Chiapas, en particulier près du secteur de Lacandona. Les autorités doivent prendre des mesures pour prévenir toute tentative de déplacement forcé, qu'elle soit menée par des fonctionnaires de l'État ou par d'autres personnes.